

07-00-1985

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 11 mai 1995.

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président,

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs MOORAT, BERTOUILLE et LURQUIN,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,
messieurs VAN EECKAUTE et DECLERCK,
membres effectifs,
madame CLAES, membre suppléant.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue,

27.039A/I/PF/CV
DV

Par lettre du 8 mars 1995, le ministre de la Justice a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux et des services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays du ministère de la Justice.

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1^{er} et 61, § 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 16 mars, 4 mai et 11 mai 1995, et a émis, en cette dernière séance, à l'unanimité l'avis suivant.

X
X X

Le ministère de la Justice comprend les administrations suivantes:

- Secrétariat général
- Services généraux
- Administration des Affaires civiles et des Cultes
- Administration des Affaires pénales et criminelles
- Administration des Etablissements pénitentiaires
- Administration de la Sûreté de l'Etat
- Service de la Politique criminelle
- Commission de la Protection de la vie privée

Un nouveau cadre organique de l'administration centrale du ministère de la Justice a été établi conformément à la circulaire n° 379 du 8 septembre 1993 du ministre de la Fonction publique. Le cadre organique a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique le 6 janvier 1995. Il a été fixé par arrêté royal du 6 avril 1995.

Cet arrêté royal prévoit en son article 1^{er}, § 2, 58 emplois en extinction supprimés au départ de leur titulaire. Au fur et à mesure de la suppression de 44 de ces emplois, 44 autres emplois prévus au cadre seront pourvus.

En outre, l'article 3 prévoit que 6 emplois (2 de rang 15 et 4 de rang 13) sont occupés en surnombre pour une durée indéterminée (qui ne peut être inférieure à 5 ans) par des membres de l'Ordre judiciaire. Ces membres du personnel qui ne sont pas comptabilisés dans les 1.038 emplois prévus au cadre peuvent être délégués à l'administration centrale pour assurer une mission d'information, de coordination, de communication dans le cadre de la gestion logistique de l'Ordre judiciaire et pour procéder à une évaluation des besoins et des moyens mis à la disposition pour assurer le bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Le ministre propose de répartir comme suit, entre les cadres linguistiques, les 1.038 emplois du cadre organique.

Emplois permanents

Emplois en
extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	F bil.	N bil.	F	N
1	7	7	1	1		
2	14	14	4	4	2	2
3	40	41				
4	67	67				
5	33	35			-	1
6	116	117				
7	169	189			15	16
8	55	57			10	12

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet de ce projet.

Par lettre du 27 avril 1995 des renseignements et des données chiffrées complémentaires ont été communiqués à la C.P.C.L. en réponse à sa lettre du 20 mars 1995. Une synthèse de ses informations a été établie par le ministre et transmise par porteur à la C.P.C.L. le 9 mai 1995.

1) emplois de direction:

Le projet répartit 16 emplois au 1^{er} degré et 40 emplois au 2^{ème} degré (36 emplois au cadre permanent et 4 emplois au cadre en extinction).

La C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la proposition faite qui est conforme à l'article 43, § 3, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 10 emplois sur 52).

En ce qui concerne les 6 emplois occupés en surnombre pour une durée indéterminée par des membres de l'Ordre judiciaire (article 3 du cadre organique) pour exercer un travail administratif à l'administration centrale, il s'agit d'emplois situés aux 1^{er} et 2^{ème} degrés de la hiérarchie (2 emplois de rang 15 et 4 emplois de rang 13). La C.P.C.L. estime dès lors que ces emplois doivent être répartis en nombre égal entre les deux groupes linguistiques.

2) Degrés 3 à 8.

Le ministre propose une répartition 50%F-50%N pour l'ensemble des services du département excepté pour le Moniteur belge.

Il résulte des renseignements et des données chiffrées communiqués par le ministre de la Justice que cette répartition se justifie par un volume quasi identique des affaires traitées en néerlandais et en français pour chacune des administrations du département, excepté pour l'atelier du Moniteur belge dont les tâches sont principalement des tâches d'exécution qui concernent des affaires localisées ou localisables.

Le ministre propose pour ce service une répartition 45%F-55%N qui correspond au volume du travail plus élevé du côté néerlandophone que francophone:

textes publiés pour les sociétés commerciales:	41%F-59%N
ASBL	: 45,8%F-52,9%N (1,2% All.)
Bulletin des adjudications	: 16%F-84%N

Cette différence est traduite dans les cadres linguistiques au 7^{ième} degré dans lequel est situé la majeure partie des emplois au Moniteur belge.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable sur les propositions du ministre (45% F - 55% N pour le Moniteur belge confirmant ainsi son avis précédent n°26.166 du 16 juin 1993 et 50% F - 50% N pour les autres services).

Le présent avis est envoyé au Ministre de la Justice qui conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2 des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 11 mai 1995

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.